

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 01 JUL. 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Directeur de l'EHPAD RDAS Mâcon
Rue Jean Bouvet
71018 MACON CEDEX

RAR N° 2C 182 993 4650 1


Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 710780321 - EHPAD RDAS MACON - MACON CEDEX

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 12 mai 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 2 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

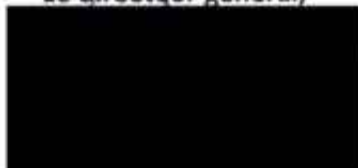
A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 3 juin 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : 

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

Monsieur le président
Conseil départemental de Saône-et-Loire
Hôtel du département
Rue de Lingendes
71023 MÂCON CEDEX 9

**Tableau des mesures éducatives
Prescriptions**

Date de mise à jour : 06/06/2022
des mesures :
Affilié selon par :

Données établissement :
Adresse : 104FAD AGAS HACON
Rue JEAN SOUVET
Code postal : 70106
Commune : HACON Cedex

Prescriptions									
N°	6	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport ERE	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche afin de disposer d'un temps complémentaire de missions coordonnées afin d'atteindre l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'ENFAD (ETP) En proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-150 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-1 3° CASP	6 mois	<u>Actions mises en œuvre</u> Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées	E2	N		La mission a pris connaissance des éléments transmis par la structure, la prescription est notifiée
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées ; - en évaluant à travers la matrice organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'IDE (ETP IDE) pour accompagner les résidents ; - en assurant l'assurance de la présence du nombre d'effectifs qualifiés nécessaires en AD pour couvrir l'ETP théorique défini ; - en faisant la notation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ;	Article L311-3 du CASP Article L312-1 K et 6 du CASP Article D312-150-0 4 du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	<u>Tableau des effectifs</u> relevant les AGDS AMP AÉS en poste au 01/07/2022 et les PFRS valables avec leur nom prénom poste occupé (AGDEJAMP AÉS DU MAG, ETR, CDD OU COK, CORE DU DIPLOME (OU) NON) <u>Plan d'urgence</u> faisant apparaître les différents lieux actuels, les délais et les réalisations pour stabiliser le personnel IDE	E2-65	N		La mission a pris connaissance des éléments transmis par la structure, la prescription est notifiée
3		Demande à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-19 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/07/2022 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	E4	N		Dans l'attente des éléments de preuve, la mission notifie la prescription qui est notifiée
4		Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privation de soins et leur protection quand la déviance de mauvais traitements ou privation infligés à une personne soumise au statut de soins aggraves.	Article 494-9 du CSP Article L313-24 du CASP	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	E5	N		La mission a pris connaissance des éléments transmis par la structure, la prescription est notifiée dans l'attente des éléments à transmettre

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour
des mesures : 06/06/2023

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD RDAS MACON
Adresse : Rue JEAN BOUVET
Code postal : Commune : MACON Cadex

Recommandations						
N°	1	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée
1		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	BBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1-R3	O	06/06/2023
2		Disposer d'un organigramme régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	BBPP bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2	N	

la mission a pris connaissance des éléments de la structure